

Document

Blondel la tyrannie du statu quo

(<http://www.lepoint.fr/archives/article.php/9513/>)

Le 16 septembre 2009

C'était le 14 juin dernier, dans une salle feutrée de l'immeuble qu'occupe le CNPF, avenue Pierre Ier-de-Serbie. Jean Gandois, le patron des patrons, a discuté toute la matinée avec Louis Viannet (CGT), Nicole Notat (CFDT), Alain Deleu (CFTC), Marc Villebenoit (CGC) et, bien sûr, Marc Blondel. Pour les partenaires sociaux, il est temps de se mettre d'accord sur le communiqué final qu'ils souhaitent publier en commun. Mais la discussion patine. Il y a un paragraphe qui ne passe pas... « *Allons, allons, lance Gandois, nous allons y arriver ! Après tout, nous sommes tous des gens de bonne foi.* » Marc Blondel lève alors la tête et, dans un grand sourire, lance à la cantonade : « *Non ! Moi, je ne suis pas de bonne foi. Je suis un mécréant !* »

Une façon pour le leader de Force ouvrière de rappeler à la petite assemblée qu'il est franc-maçon et foncièrement anticlérical. A un autre moment et dans un autre contexte, l'anecdote aurait pu faire sourire. Mais, là, l'enjeu de cette réunion est trop important : il faut prouver à l'opinion que les partenaires sociaux sont capables de parler de l'emploi et de trouver des solutions au problème du chômage sans l'intervention du gouvernement. Tout le monde les attend au tournant. Et dans la salle, la boutade de Marc Blondel énerve.

Mais Blondel est comme ça. Il aime jouer. Surtout si ses interlocuteurs sont de qualité. C'est un véritable acteur. Avec une gouaille sans pareille, un incontestable charisme et des mimiques de matamore, le leader de Force ouvrière aime provoquer. Il peut sortir sa feuille de paie (14 000 francs net mensuels) devant une caméra de télévision. Critiquer le prix des menus que l'on trouve dans les petites brasseries de quartier, alors même que ses déjeuners pantagruéliques dans les grands restaurants parisiens sont de notoriété publique. Ou se dire « *fier d'être un apparatchik* ». Il peut encore raconter qu'aux dernières corridas - sa passion - à Vic-Fezensac ou Dax auxquelles il a assisté, il s'est installé à la barrera, au premier rang, tandis qu'il laissait sa femme deux rangées plus loin. Et que les spectateurs l'ont pris pour le patron de la CGT. Il peut aussi se plaindre du directeur de cabinet de Michel Rocard, alors Premier ministre, en expliquant doctement dans les couloirs de Matignon : « *Huchon, c'est un catholique, je ne veux pas le voir !* » Dans ses interviews, il n'hésite pas non plus à qualifier Nicole Notat de « *tricheuse* » lorsque la patronne de la CFDT évoque le nombre de ses adhérents. Tout en avouant que lui-même ment lorsqu'il déclare dépasser le million d'adhérents...

L'homme est en fait beaucoup plus fin que ses provocations, qui frôlent parfois le mauvais goût. Car il est tout sauf maladroit : Blondel, c'est la tyrannie du statu quo. C'est aussi un remarquable tacticien. Qu'on en juge par son parcours militant : un véritable sans-faute. Né à Courbevoie en 1938, d'un père militaire, il passe sa jeunesse dans le Pas-de-Calais, où ses deux grands-pères étaient mineurs. A 20 ans, il part pour Paris. Direction, la fac de droit. Mais les articles de loi l'intéressent beaucoup moins que l'Unef, le syndicat étudiant. C'est là, très vite, en pleine guerre d'Algérie, qu'il abandonne définitivement livres et cahiers et embrasse la carrière de militant professionnel.

Comme il faut bien vivre, il enchaîne les petits boulots : auxiliaire aux PTT, camelot sur les marchés... En 1958, il adhère aussi à la SFIO, l'ancêtre du Parti socialiste, dont il affirme être toujours membre, « *sans que cela influe le moins du monde sur la ligne de l'organisation. Puisque ici chacun est totalement libre de ses convictions et que la politique n'a rien à faire dans le syndicalisme* ». C'est entre deux jobs pas toujours gratifiants qu'il découvre Force ouvrière et la Fédération des employés, à laquelle il adhère en 1960. Certains mois, il y travaille à plein temps. Bénévolement, car il n'est pas encore un permanent de l'organisation. Il lui faudra attendre 1968 et son trentième anniversaire pour se consacrer à plein temps à l'engagement syndical. Avec talent : six ans plus tard, il est secrétaire général de la Fédération des employés !

La voie est tracée. En 1980, Blondel entre au bureau confédéral, chargé des questions économiques. Un poste important. La légende raconte qu'à partir de ce moment-là il sait exactement ce qu'il veut. Mi-sourire, mi-menaçant, il répète régulièrement à « Dédé », André Bergeron, le leader incontesté de Force ouvrière vingt-six années durant : « *Quand tu partiras, je serai candidat à ta succession !* » Voilà qui est on ne peut plus clair. C'est chose faite en 1989 : il bat - de justesse - Claude Pitous, le discret dauphin que s'était justement choisi André Bergeron. Dès lors, il ne sera guère révérencieux avec son « *prédécesseur* », comme il le désigne.

On ne badine pas avec le chef

Depuis son élection, il y a maintenant six ans, Marc Blondel n'aime plus être contredit. Les initiatives personnelles des militants, très peu pour lui ! Exemple, la mésaventure qu'a connue il y a un an Madeleine Thiébaud. Secrétaire de l'union départementale de Meurthe-et-Moselle, elle crée un club de prospective syndicale, économique et sociale sur l'exclusion à laquelle participaient aussi la CFDT, la CFTC et la CGC. Aussi sec, Marc Blondel exige dans la presse régionale son limogeage. Avant de revenir un peu plus tard sur sa décision à condition que la militante renonce à ses projets.

C'est que, chez FO, on ne badine pas avec l'autorité du chef ! Rares sont ceux qui acceptent de s'exprimer ouvertement sur Marc Blondel et son action, même lorsque leurs propos sont positifs. « *A Force ouvrière, maintenant, c'est clair : plus aucune tête ne doit dépasser, explique le responsable d'une fédération départementale. C'est la démocratie du rouleau compresseur. Si tu es dans la ligne, tu es tranquille. Si tu en sors, tu es immédiatement éliminé. Il faut dire qu'on a toujours été très légitimiste, à FO. Sauf qu'avec André Bergeron, c'était pour rassembler au maximum. Alors qu'avec Blondel, c'est avant tout pour conforter son propre pouvoir.* »

Car le pouvoir, selon ses détracteurs, c'est le véritable moteur de Marc Blondel. « *Il a pris la grosse tête* », analyse sobrement un responsable de FO qui, en 1989, avait pourtant fortement contribué à le faire élire. Selon un membre du comité confédéral national, il y a une plus grave conséquence de la pratique solitaire du pouvoir du secrétaire général de FO : « *A certains moments, Blondel invente même des revendications. C'est le cas de la sixième semaine de congés payés, dont il a parlé cette semaine. Il n'en avait pas parlé au comité confédéral. Même chose sur la réduction du temps de travail. Il s'est mis à dire : "Oui à la réduction du temps de travail, mais si on passe à la semaine de trente heures et sans réduction de salaire", alors qu'il ne nous avait absolument pas prévenus qu'il allait faire de telles déclarations !* »

A FO, il n'y a pas d'opposants

Propos évidemment contestés - et vertement ! - par l'intéressé : « *Ce type devait sans doute dormir ce jour-là ! Car cela fait des années que je m'engage sur ces idées.* » Du côté des soutiens de Blondel, on reconnaît que « *Marc personnalise l'organisation* ». « *Mais, ajoute-t-on, c'est nécessaire pour être efficace : quand on voit comment cela se passe dans d'autres centrales, où ils doivent d'abord discuter entre eux pendant des heures avant de négocier avec nous... Et puis, contrairement à l'image qu'il donne, Marc est profondément humain. C'est un grand sensible : sa porte est toujours ouverte et il s'intéresse aux gens !* » Sympathique bureau de potache, d'ailleurs, où s'empilent pêle-mêle dossiers, statuettes de taureaux et gris-gris divers.

Malgré ou à cause de la personnalité bouillonnante du patron, à Force ouvrière, les opposants ne sont vraiment pas nombreux. A moins qu'ils ne préfèrent se cacher. La légitimité de Marc Blondel à la tête de FO semble en effet incontestable. C'est que l'homme maîtrise tous les rouages de l'organisation. Certes, sa première élection, il la doit aux trotskistes, très présents dans l'organisation par rapport à leur assise réelle chez les militants de base.

Mais, depuis, il a su noyer toute velléité d'opposition. Certains justifient cette absence de contestation par le clientélisme pratiqué au sein même de la centrale. Selon un opposant, les distributions de postes honorifiques au sein des conseils économiques et sociaux régionaux, dans les caisses primaires d'assurance maladie ou encore les attributions de médailles se sont multipliées au cours des dernières années. Ce qui a permis à Marc Blondel de s'attacher des militants qui lui sont désormais totalement dévoués. Une accusation que confirme un ancien membre du cabinet de Bernard Kouchner : « *A chaque fois qu'il venait voir le ministre, il lui remettait une petite fiche avec ses demandes de médailles. Et, pour être tranquille avec lui, on cédait.* »

Le résultat de cette stratégie, menée avec une force de travail paraît-il considérable par cet homme qui porte bretelles et dont la silhouette en impose, c'est qu'en 1992 il peut s'offrir une élection de maréchal : 98 % des congressistes sont avec lui ! Et, pour le prochain congrès, qui aura lieu en février 1996, ce devrait être la même chose : les prétendants au trône de Blondel se désistent les uns après les autres.

L'un d'eux, Jacques Pé, membre du bureau confédéral, avait pourtant dénoncé très violemment la part belle que Marc Blondel avait faite aux trotskistes au sein de l'organigramme de FO. Raison de son courroux : la nomination de Claude Jenet, jusque-là en charge de la communication, au poste stratégique de « *l'organisation* » - le ministère de l'Intérieur de la centrale syndicale. Mais le bruyant contestataire a depuis mis de l'eau dans son vin. Il a jeté l'éponge, et ne se présentera pas contre Blondel en février prochain. Derrière lui, pourtant, il avait quelques fédérations et unions départementales.

Michel Huc, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, qui a pourtant combattu l'actuel secrétaire général depuis 1989, a ainsi cessé ses critiques. Sa seule revendication : « *Que Marc Blondel définisse une stratégie pour FO à l'horizon 2000. De toute façon, en face, personne ne fait le poids, explique-t-il. Et puis, ce n'est pas le moment de fragiliser l'organisation par des querelles intérieures. Alors qu'il y a des échéances très importantes, comme la Sécu...* »

C'est qu'il en faut, du talent et du travail, pour fédérer une nébuleuse politique aussi vaste que Force ouvrière ! Au moment de l'élection présidentielle, un sondage CSA-La Tribune Desfossés montrait - sans vraiment surprendre - que la majorité des sympathisants de la CGT et de la CFDT votaient à gauche. Tandis qu'à la CFTC, la centrale chrétienne, tout comme chez les sympathisants de la CGC, on votait à droite. Du côté des sympathisants FO, en revanche, à quelques virgules près, le vote était semblable à celui des électeurs classiques : 19 % pour le PS, 40 % pour l'UDF-RPR, 6 % au PC. On trouvait même 9 % des sympathisants FO qui votaient en faveur du FN. Une palette qui explique « l'amitié » que Marc Blondel porte à Jacques Chirac, tout en ayant dans sa poche sa carte du PS.

Le noyau dur : les fonctionnaires

Avant Blondel, les choses étaient claires : FO était d'abord anticommuniste, au point que la CIA a favorisé sa création (voir pages précédentes). Dans les années 70, entre la CFDT et la CGT, FO apparaissait le seul interlocuteur valable pour le gouvernement et le patronat. Mais, aujourd'hui, pour Marc Blondel et ses troupes, la donne n'est plus la même. Tout a changé. Du coup, pour se recréer une identité, Marc Blondel, alors qu'il est quand même présent dans le secteur privé, s'est replié sur une clientèle facilement mobilisable et qui fait peur au gouvernement : les fonctionnaires.

En prenant fait et cause pour les salariés de la fonction publique pendant l'affaire Madelin, et aujourd'hui en bataillant face à Juppé qui bloque leurs traitements, Marc Blondel se recentre sur le noyau dur de son organisation. Le poids de Force ouvrière est en effet incontournable dans la fonction publique. Même si elle reste derrière la CGT et la CFDT, c'est sa régularité qui fait sa force : FO est présente partout, dans chaque administration, à un niveau qu'aucun ministre ne peut ignorer. Avec des pointes importantes dans certains secteurs (voir graphique).

Son intérêt pour la Sécu comme son refus de participer au grand débat proposé par Alain Juppé sur ce thème sont de tout autre nature. Sur ce terrain, c'est surtout pour préserver son poids historique dans l'assurance maladie que Force ouvrière a endossé ses habits de bataille. Le discours est simple : « *Pas touche à la Sécu !* » La raison de ce conservatisme est moins évidente : préserver à tout prix le gigantesque poids qu'ont concédé à Force ouvrière les ordonnances de 1967 dans la gestion de l'assurance maladie.

Le rapport de la Cour des comptes

Car l'enjeu est de taille : même si la CFTC contrôle les allocations familiales, la centrale d'Alain Deleu n'y a qu'un poids théorique. Du côté de la CFDT, qui contrôle l'assurance vieillesse, les cédétistes ne sont pas là depuis suffisamment longtemps pour s'y sentir chez eux. A la Caisse nationale d'assurance maladie, il en va tout autrement. C'est le bastion de Force ouvrière. « *C'est simple, explique le responsable d'un syndicat de médecins, pour faire carrière à la CNAM, il faut sa carte FO.* » Ce qu'évidemment Marc Blondel et Jean-Claude Mallet, le président FO du conseil d'administration de la CNAM, contestent et qualifient de « *purs fantasmes* » depuis longtemps. Néanmoins, un rapport de la Cour des comptes datant de 1990 pointait du doigt l'attitude des syndicats en dénonçant l'utilisation des fonds de formation : « (...) *des salariés censés se*

trouver en stage étaient en fait à leur travail, en congé ou en grève (...). » Et le même rapport épinglait le train de vie fastueux de certains hauts responsables de la CNAM.

FO donne ainsi l'impression de refuser tout débat sur la Sécurité sociale pour préserver « sa » propriété et ne pas perdre les avantages que lui confère la présidence des deux tiers des CPAM (caisses primaires d'assurance maladie). Du coup, on arrive à des aberrations monumentales. Il y a quelques mois, alors que le gouvernement tentait de limiter la revalorisation des honoraires des médecins qui n'avaient pas respecté leurs engagements de maîtrise des dépenses de santé, FO a fait pression avec les médecins... pour qu'ils obtiennent cette revalorisation ! Ce qui a évidemment eu pour conséquence de creuser un peu plus le déficit de l'assurance maladie (35 milliards de francs cette année). Tout cela pour ne pas froisser les professions de santé qui leur garantissent la stabilité à la tête de la CNAM.

Depuis le mois de mai, la donne a donc changé. D'un côté, FO crie « *non au changement* » pour exister et joue la guerre de tranchées sur la Sécu et les fonctionnaires. Mais, comme de l'autre Marc Blondel veut aussi rester l'interlocuteur privilégié du gouvernement qu'il est devenu grâce à son soutien à Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle, il y a une incertitude.

Le « *taureau* » - comme Blondel aime se définir lui-même - ne risque-t-il pas, finalement, de se transformer en taureau de papier ?